

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21977 - 81ÈME ANNÉE

Défaillances d'entreprises dans les Départements d'Outre-Mer (DOM) au 4^{ème} trimestre 2025 : une hausse de +28 % par rapport au T4 2024 et une hausse de +16 % pour l'ensemble de l'année 2025

Défaillances d'entreprises à La Réunion : la crise d'un système néocolonial



Les défaillances d'entreprises à La Réunion et dans les anciennes colonies françaises devenues départements révèlent l'échec d'un système néocolonial à bout de souffle. Fondé sur la dépendance et l'importation, ce modèle bloque le développement endogène. La crise est générale et frappe l'ensemble de ces pays.

La dernière étude publiée ce 22 janvier 2026 par Allianz Trade, leader mondial de l'assurance-crédit, sur les défaillances d'entreprises au quatrième

trimestre 2025, confirme ce que les forces progressistes dénoncent depuis des décennies : le modèle économique imposé aux anciennes colonies françaises devenues départements est à bout de souffle. À La Réunion comme en Guadeloupe, en Martinique ou en Guyane, les chiffres révèlent non pas une crise passagère, mais l'échec structurel d'un système néocolonial qui bloque tout développement endogène.

La crise est systémique

Au quatrième trimestre 2025, 754 défaillances d'entreprises ont été enregistrées dans les anciennes colonies françaises devenues départements, soit une hausse massive de +28 % par rapport au T4 2024, la plus élevée des 14 régions françaises. Cette situation s'inscrit dans une trajectoire lourde : +44 % en 2023, +12 % en 2024, puis encore +16 % sur l'ensemble de l'année 2025. Ces territoires figurent désormais dans le Top 3 des hausses les plus importantes au niveau de la République française, preuve que la crise est systémique.

La Réunion est au cœur de cette réalité. Avec 380 défaillances d'entreprises au quatrième trimestre, le département demeure le principal contributeur à cette hécatombe économique. Après deux trimestres de baisse en 2025, la remontée brutale de +17 % au T4 marque un retour des tensions, conséquence directe d'un modèle économique fondé sur la dépendance aux importations, la domination des grands groupes extérieurs et la marginalisation des entreprises locales.

Certes, La Réunion affiche une baisse annuelle limitée de -2 % en 2025. Mais cette apparente résistance ne doit pas masquer l'essentiel : le tissu productif réunionnais reste prisonnier d'un système qui organise la dépendance et la précarité. Les entreprises locales subissent de plein fouet l'explosion des coûts, l'inflation importée et l'absence de véritables filières locales de production et de transformation.

Le système néocolonial refuse le développement

Les secteurs les plus touchés — services, construction, commerce et hébergement-restauration — sont précisément ceux qui vivent sous perfusion de la commande publique, de la consommation importée et des décisions prises hors du territoire. Ce n'est pas un hasard. Le système néocolonial en place n'a jamais eu pour objectif de permettre aux anciennes colonies françaises devenues départements de construire une économie autonome. Produire ailleurs, consommer ici, capter la valeur ailleurs : telle est la logique toujours à l'œuvre.

La situation est encore plus dramatique dans d'autres territoires. En Guyane, les défaillances ex-

plosent de +192 % en 2025. La Guadeloupe enregistre une hausse de +39 %, la Martinique +15 %. Partout, les mêmes causes produisent les mêmes effets. La crise est générale, car le cadre institutionnel et économique est le même pour toutes ces anciennes colonies intégrées dans un système centralisé.

Pour un projet réunionnais de développement

Les chiffres d'Allianz Trade sont sans appel : ce n'est pas l'économie réunionnaise qui échoue, c'est le modèle néocolonial français qui s'effondre. Tant que le développement endogène restera entravé, tant que les choix stratégiques continueront d'être dictés depuis l'extérieur, les défaillances d'entreprises continueront de se multiplier.

À La Réunion, l'urgence est politique. Il ne s'agit plus seulement de sauver des entreprises, mais de rompre avec un système qui empêche le peuple réunionnais de maîtriser son développement. C'est à cette condition seulement que pourra s'ouvrir la voie d'un avenir économique juste, solidaire et durable.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

La Réunion concernée

Réparations à l'Afrique : une dynamique panafricaine en construction

Colonialism Reparation salue l'engagement croissant de l'Union africaine, de plusieurs États membres et d'organisations non gouvernementales africaines en faveur des réparations pour les crimes du colonialisme. Cette dynamique concerne aussi La Réunion, plus ancienne colonie française d'Afrique, dont l'histoire et la population sont directement liées aux injustices coloniales.

La question des réparations pour les crimes du colonialisme connaît une avancée significative sur le continent africain et au sein de sa diaspora. Colonialism Reparation se félicite de voir l'Union africaine (UA), plusieurs de ses États membres ainsi que des organisations non gouvernementales africaines s'engager de manière plus affirmée pour la justice envers les Africains et les personnes d'ascendance africaine.

Au niveau continental, l'Union africaine a franchi une étape majeure entre le 10 et le 13 juillet 2025 lors de la Septième réunion de coordination interannuelle. Le Conseil exécutif de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement a décidé d'inscrire la question des réparations dans une perspective de long terme, en l'étendant à une décennie allant de 2026 à 2036. Cette décision marque la volonté d'ancrer les réparations comme un axe structurant des politiques africaines. Le Parlement panafricain a réaffirmé cet engagement le 24 juillet 2025, dans le cadre du thème de l'année : « Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine à travers les réparations ». Plusieurs rencontres de haut niveau ont ensuite consolidé cette orientation, notamment le dialogue sur justice et réparations, le sommet Afrique-CARICOM et la conférence sur la politique foncière en Afrique.

Les États membres ont également joué un rôle clé. Le Sénégal, l'Algérie, le Togo et le Ghana ont organisé en 2025 des rencontres majeures autour de la mémoire, des crimes coloniaux, du panafricanisme et de la diaspora. Ces initiatives traduisent une prise de conscience politique et historique croissante de la nécessité d'aborder le passé colonial pour construire un avenir plus juste.

Cette dynamique ne concerne pas uniquement le continent africain. La question des réparations

touche aussi La Réunion, plus ancienne colonie française d'Afrique, dont l'histoire est profondément marquée par l'esclavage, l'engagisme et la colonisation. Les populations réunionnaises, en grande partie issues d'Afrique et de la diaspora africaine, sont directement concernées par les revendications de justice, de reconnaissance et de réparations. La démarche engagée par des organisations demandant l'interpellation des parlementaires de La Réunion s'inscrit pleinement dans ce cadre panafricain et diasporique.

Parallèlement, la mobilisation des organisations non gouvernementales africaines s'est intensifiée. De rencontres virtuelles à des conférences, marches, festivals et travaux de recherche, la société civile a multiplié les actions à Abidjan, Dakar, Douala, Accra, Nairobi et au-delà. Cette mobilisation témoigne d'un enracinement populaire de la revendication des réparations, dépassant le seul cadre institutionnel.

Colonialism Reparation salue ces avancées et appelle à une implication encore plus large. L'organisation espère que de nombreuses autres ONG africaines, mais aussi internationales, rejoindront ce mouvement afin de faire des réparations un véritable projet collectif, incluant l'Afrique, sa diaspora et des territoires comme La Réunion, au service de la justice historique, de la dignité et du développement des peuples concernés.

M.M.

Oté

In drol négossyassion rante zétazini épi gouvèrnman malgash

Mézami néna inn-dé zour l'avé in drol sobatkoz dann radio fridom. In sobatkoz téi porte dsi lékspilssyon bann migran épi zot rokazaz dann Madagascar é téi domann bann zoditèr lo radio si zot lété pour sansa konte in déssizyon konmsa...

Pou kossa la anparl sa ? Pars néna inn-dé somenn troi z'anvoiyé amérikin la kontak gouvèrnman malgash pou oir si zot soré dakor pou akèye bann migran konte in lanvlop finanssyèr. Tout suite kréol la panss gouvèrnman malgash in bon moné pou akèye bann migran.

I paré dopi trump lé prézidan néna plizyèr péi la tonb dakor avèk gouvèrnman Zétazini pou bann z'opérassion konmsa : i anparlbann péi konmLo Ghana, l'Ouganda, lo Rwanda, la Guiné ékwatoryal épi d'ote ankor... Pou lamérik sé in téknik pou éspils bann migran zot péi d'orizine i vé pa ropnan azot.

Pou mwin mi oi sa bèl konm in né dann milyé in figuir konm in krime kont limanité dann déssèrtènn kondissyon lé pa intéréssan ditou. Pars si i konparbann kondission d'viv bann kondanés i oi déza zot kondission d'akèye sar pa lé méyèr k'néna. : i paré sé lanfèr dann bann prizon é la pa ditou bann prizon kat zétoil : sirpopilassion, movèz nouritir, mové soin, vyolanss épi toute sort shoz.

Alor mwin pèrsonèlman mi oi pa, si gouvèrnman malgash lé dakor, bann migran akéyi dann bon kondission : sar lanfèr pou zot avèk an pliss lo détournman d'larzan pars késtyon koripssion Madagaskar lé pa l'dèrnyé...A bien rogardé mi panss Zétazini i sava fane in pé partou lo bann pov moune abandoné é biensir bann nouvo viktime krime kont limanité.

A bon antandèr salu !

Justin